

Alternatives à la crise : essai de comparaison des propositions de gauche

Frédéric Viale

Juriste, militant altermondialiste et critique de l'Union européenne.

Une des rengaines servies par les néolibéraux au pouvoir et qui pullulent dans les médias dominants consiste à répéter qu'il n'existe aucune alternative *crédible* au système, et que les moyens de sortir de la crise ne peuvent consister à combattre le libéralisme (par définition indépassable) mais à l'aménager à la marge, ou à amplifier encore sa présence. Dans ce cas, davantage de néolibéralisme serait la solution. Exposée crûment, cette idée peut paraître aberrante, voire cynique, et elle l'est, mais il faut constater que les «élites» dirigeantes la servent avec constance : mener des contre-réformes sociales en pleine crise relève de ce cynisme-là qui consiste à profiter de l'effet de sidération qu'entraîne inévitablement toute crise grave subie par le corps social pour faire passer ce qui était de toute façon prévu, mais en plus grave et en plus profond. L'abrupt plan de rigueur (le mot devrait être «de privations») imposé aux Grecs est spectaculaire, toutefois il est extrêmement âpre dans d'autres pays qui, craignant d'être attaqués à leur tour par les spéculateurs (dont on pourrait se demander qui a autorisé leur capacité de nuisance), adoptent le serrage de ceinture de manière en quelque sorte préventive—sachant qu'il est de notoriété publique qu'il est toujours plus aisé de décider de serrer une ceinture quand il s'agit de celle des autres, en l'occurrence celle des populations. De ce point de vue, les plans en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, en France nous promettent des lendemains sévères. La sévérité des lendemains est certaine, la félicité qui nous est promise en contrepartie d'une soumission à cette austérité se situe dans un lointain décidément bien éloigné et relève

de la promesse de la vie céleste servie il n'y a pas si longtemps par un clergé compatissant aux populations laborieuses: la félicité viendra plus tard, après la mort, et à condition de souffrir en silence ici et maintenant. Nous en sommes là, transposé au discours politique. Vaste programme: mourez d'abord, braves gens, après tout ira bien.

Il se trouve que certains et certaines ne s'y résignent pas. Il faut même constater un réel foisonnement de propositions. L'étude d'un certain nombre d'entre elles est éclairante. Le texte qui suit ambitionne de les exposer. Pour cela, j'ai réuni certaines propositions émanant de partis politiques, d'universitaires et d'organisations du mouvement social: Parti de gauche, Parti de la gauche européenne, Transform! (notamment l'*Euromémorandum*), l'*European network of trade-unionists* de juin 2010, le CADTM, Attac, et la déclaration d'une bonne centaine d'universitaires économistes d'Italie.

Premier constat : les diagnostics se rejoignent

Nul ne songe une seconde à reprendre la scie qu'on entend chaque jour dans les médias: «la dette publique est à l'origine de tout, il faut la réduire et ainsi «rassurer les marchés»».

Non. La crise n'est pas grecque, elle est mondiale, elle n'est pas singulière mais systémique (et on parle de plusieurs crises qui se conjuguent: financière, économique, de production, de distribution, institutionnelle et démocratique): les crises sont intrinsèques au système, et d'ailleurs on peut se demander si, du point de vue du système, il s'agit bien de crises ou plutôt de l'expression normale du système lui-même.

Le déclencheur de la crise financière (les *subprimes*) vient de ce que le partage des salaires se faisant de plus en plus en faveur des détenteurs de capitaux et en défaveur du travail, ceux et celles qui n'ont que leur travail pour vivre ont dû recourir à l'emprunt massif, massivement octroyé par des organismes privatisés dans n'importe quelles conditions, puis titrisé par des opérateurs devenus incontrôlables depuis les dérégulations des années 1980, dans une économie mondialisée transformée en casino. Maintenant les banques, massivement renflouées par l'argent public, se retournent contre les États, instrumentalisant la dette publique pour contraindre les populations à payer une fois de plus pour les crises dont elles ne sont pas responsables. Les populations auront payé trois fois: une fois en renflouant les banques, une deuxième en subissant concurrence, précarisation et pauvreté, et maintenant une troisième avec les plans d'austérité qui ne sont qu'une façon de céder encore aux banques et aux marchés financiers. Là-dessus, le diagnostic est général.

Toutefois, la crise ne date pas spécifiquement de l'éclatement de l'automne 2008. Là encore le constat est largement partagé: même avant la crise, les pays européens avaient connu une forte hausse de la pauvreté, y compris

parmi les travailleurs (apparition des «travailleurs pauvres»). La pauvreté va encore augmenter, conséquence de la hausse du chômage, de la baisse des pensions perçues par les retraités et des plans d'austérité adoptés. En effet, les gouvernements cherchent à réduire leurs déficits budgétaires provoqués par les dépenses massives engagées lors du sauvetage des banques et lors des mesures de soutien à la demande. Les dépenses sociales subissent des coupes importantes. Pendant ce temps, l'urgence de la lutte contre le changement climatique a été en partie éclipsée.

Nous assistons donc à un deuxième temps du traitement de la crise, particulièrement souligné par Attac et l'*Euromémorandum* : la transformation d'une crise due aux dettes privées (*subprimes*) en une crise imputée aux dettes publiques (*crise des déficits publics*). Les États ont sauvé les banques, un pistolet sur la tempe. Au demeurant, il aurait été impossible de les laisser s'effondrer car cela aurait eu pour conséquence l'arrêt de *toutes* opérations économiques—mais vraiment *toutes*, ce chantage étant exprimé communément par «*too big to fail*» («trop gros pour tomber»). Les États ont été amenés à prendre des mesures de relance (même largement insuffisantes). Maintenant, ils sont notés par des agences de notation qui indiquent aux investisseurs, responsables d'avoir inventé et injecté des titres mortifères à tous les niveaux de l'économie, quels États leur paraissent «fragiles», suffisamment pour justifier que les crédits ne leur soient accordés par ces mêmes marchés financiers qu'à des taux prohibitifs, ce qui accentue encore leur difficulté financière et budgétaire. Au moment où les textes analysés étaient rédigés, la BCE n'était pas autorisée à procéder au financement monétaire des dettes publiques, du fait du traité de Lisbonne. Les gouvernements, sous la pression, ont décidé un assouplissement de ce principe qui demeure. Quoi qu'il en soit, les populations se trouvent ainsi dans l'état.

Autre point de convergence : les solutions apportées par l'Union européenne n'ont pas été en mesure d'apporter une réponse à la hauteur des enjeux. Très rapidement, les propositions de réforme du système financier se concentrent sur les aspects les moins cruciaux. Quoi qu'il en soit, les stratégies de sortie de crise consistent à opérer des baisses de salaires visant à maintenir la compétitivité, à promouvoir le *dumping* social et la concurrence fiscale. L'élaboration d'une politique budgétaire coordonnée a échoué.

La critique de la stratégie suivie par l'Allemagne est généralement sévère, mais elle n'est pas tant adressée à l'Allemagne en tant que telle qu'à la logique politique orthodoxe et dominante chez les gouvernants, en Allemagne et ailleurs dans l'Union : entièrement fondée sur les exportations, cette politique est un jeu dévastateur pour les autres pays de l'Union vers lesquels s'orientent ces exportations, car elle les incite à l'imiter et à engager des politiques déflationnistes. C'est tout un modèle qui est dénoncé, car il s'agit d'un modèle fondé sur un écrasement des conditions salariales (en Allemagne, au nom de

la compétitivité des entreprises, ailleurs également pour tenter de capter des marchés et pour éviter les attaques spéculatives) et dévastateur sur le plan écologique.

Deuxième constat : le niveau de la riposte

Là, un débat existe : au niveau national ou au niveau européen, voire mondial ?

Visiblement, les partis politiques, s'inscrivant dans la perspective d'une prise de pouvoir revendiquée (ce qui est logique), posent qu'il faudra passer des alliances au niveau européen, y mener des combats politiques, et sérieusement envisager de se dégager des directives européennes en suspendant l'application une fois arrivés au pouvoir. Les mouvements sociaux n'ont pas cette difficulté : ils se contentent de dire que tous les niveaux sont concernés.

Peut-être l'idée consiste-t-elle à dire qu'il n'y a pas de réelle division là-dessus mais une appréciation du temps de l'action : l'«action immédiate au niveau national pour changer le rapport de force politique au niveau européen dans le but d'alliance pour réorienter la politique de l'UE» pourrait être une solution acceptable de ce problème stratégique important.

Troisième constat : le type de riposte

Il y a de fortes convergences : globalement, l'idée de départ est que, fondamentalement, la crise est une crise de système, ce qui veut dire que la démocratie est mise à mal, même si les dirigeants de pays comme les nôtres s'en gargarisent. La réalité est que ce sont les marchés qui dictent leur loi, et non les peuples.

Également (Attac, PGE, PG, *Euromémorandum*), il apparaît nécessaire de refonder l'Union européenne sur la base de nouveaux critères capables de faire passer les peuples et les droits avant les profits.

Comment y parvenir ?

Il s'agit d'inverser l'état de fait actuel, d'où l'idée de prélèvements fiscaux sur les marchés financiers, de régulation des banques et du secteur financier (Attac, et tous les autres). Ensuite, quelles régulations ? La séparation entre banque de prêts et banque d'affaires revient fréquemment (lettre des économistes italiens, PG, Attac) ; la création d'un «pôle bancaire public», passant par l'expropriation des banques (CADTM) ou pas nécessairement, l'idée étant ici de considérer que le crédit est un bien commun et qu'il est légitime que les politiques de crédit soient contrôlées par les citoyens d'une manière ou d'une autre.

Autre proposition : *le rôle de la BCE*. Son indépendance des gouvernements est globalement considérée comme inacceptable, ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas indépendante des dogmes libéraux. Au moins qu'elle agisse avec l'obligation de tenir dans ses objectifs celui de l'emploi et du développe-

ment et pas seulement celui de la lutte contre l'inflation, certains estimant par ailleurs (Transform!, Attac, PG) qu'elle doit aussi financer les dettes des États. De plus (PGE, Attac, *Euromémorandum*), le rôle de la Banque centrale européenne doit être changé, à partir du critère de l'emploi et du développement social et écologique. La BCE doit être soumise au contrôle démocratique et public. Son statut doit être changé. Le Pacte de croissance et de stabilité doit être remplacé par un nouveau pacte de solidarité en faveur de la croissance, du plein-emploi, de la protection sociale et environnementale.

Plus globalement, *«le crédit doit être considéré comme un bien public. Les banques de dépôt doivent être séparées des banques d'investissement. Les établissements publics, coopératifs, à but non lucratif doivent être favorisés. Les banques les plus importantes doivent faire l'objet d'un contrôle public effectif. Les activités des banques d'affaires, les fonds d'investissement et en particulier les fonds spéculatifs (hedge funds) doivent être fortement encadrés. Sur les marchés financiers, tous les nouveaux instruments doivent faire l'objet d'une approbation par une autorité de régulation publique afin d'éviter toute complexité excessive. L'ensemble des actifs doivent être surveillés et une agence publique européenne de notation doit être instaurée.»*

Extrêmement intéressant: le CADTM, jusqu'ici positionné dans la lutte pour l'annulation de la dette du Tiers-monde, prend position sur la question de la dette grecque et, au-delà, sur celle de la dette des autres États de l'Union. De manière radicale, le CADTM préconise (entre autres) l'expropriation des banques, le contrôle citoyen d'un secteur bancaire ainsi formé, un moratoire unilatéral (sans accumulation d'intérêts de retard) sur le paiement de la dette, le temps de réaliser un audit (avec participation citoyenne) des emprunts publics. Sur la base des résultats de l'audit, il s'agira d'annuler la dette illégitime, d'instaurer une véritable justice fiscale et une juste redistribution de la richesse, de mettre au pas les marchés financiers, par la création d'un registre des propriétaires de titres, par l'interdiction des ventes à découvert, à quoi s'ajoutent des mesures plus générales de réduction du temps de travail et la socialisation des entreprises privatisées ces 30 dernières années.

D'ailleurs, le CADTM n'est pas seul à faire le lien avec les politiques de l'emploi et les politiques budgétaires. Les autres organisations et partis le font également, considérant que la crise n'est pas uniquement financière. Le travail, et au-delà le partage de la richesse, est concerné. Il s'agit de réhabiliter les instruments d'intervention dans l'économie, particulièrement par la taxation, mais une taxation au service d'une réelle politique de répartition des richesses, à mille lieues des politiques fiscales d'accompagnement de la mondialisation financière qui se concrétisent aujourd'hui par une plus forte taxation des contributeurs captifs que sont les populations non dotées de la capacité de mobilité des capitaux ou des grandes fortunes. À l'inverse, l'idée généralement partagée est celle d'une taxation des capitaux.

La question écologique est présente. Dans l'*Euromémorandum* : « un programme ambitieux de conversion écologique doit être mis en place dans les domaines de l'énergie, du logement et des transports. Un tel programme peut participer à la fois à la reprise économique et à la transition vers un modèle économique soutenable. » La position est différente avec le PGE qui, dans sa plate-forme de 2009, se dit « en faveur du développement immédiat et cohérent d'un nouveau traité international conforme au 4^e rapport de la Commission intergouvernementale sur le changement climatique et s'insérant dans le plan d'action de l'Union européenne 2007-2009 ». La position d'Attac consiste à dire que les questions sociales et climatiques sont liées. Les crises actuelles sont systémiques et ne peuvent être traitées indépendamment des défis du changement climatique et d'une réorientation des modes de production et de consommation. On voit là une orientation nettement différente, entre ceux qui voient dans la crise le moyen de modifier le système dans son fondement même et ceux qui accentuent la nécessité immédiate d'une reprise économique.

En conclusion, il est clair que personne ne s'en tient à des solutions techniques. Tous disent que le problème est plus large et qu'il faut rompre avec le type de production insoutenable actuel et avec une manière profondément antidémocratique de conduire des choix publics qui sont finalement ceux de la finance. Alors fleurissent les propositions de rupture avec les dogmes libéraux, avec les politiques européennes dès lors qu'elles se conçoivent comme autant de moyens de contraindre les peuples (les partis politiques préconisant notamment une suspension de l'application des directives européennes au cas où ils seraient en charge des affaires publiques). Les propositions passent aussi par une réorientation complète des politiques fiscales (fin du *dumping* fiscal) et budgétaires (en finir avec ce budget européen misérable permettant à peine de gérer la pénurie). D'autres insistent sur la nécessité de revoir entièrement les finalités de la production, de ce type de production car il est générateur des soubresauts violents que nous connaissons.

Le chantier est vaste, il ne faut absolument pas compter sur les gouvernements en place sans mise en place des rapports de force nécessaires : d'où la nécessité des résistances, à quel que niveau que ce soit.